

Faire arrêter la guillotine

(Suite de la première page)

par les préjugés colonialistes et le chauvinisme, c'est parce que la politique du PCF nourrit le chauvinisme et le néo-colonialisme.

C'est l'abandon par le PCF des positions anti-impérialistes définies par Lénine aux premiers Congrès de l'Internationale Communiste qui est à la base du flottement actuel. Cet abandon ne date pas d'aujourd'hui et c'est pourquoi le trouble est profond sur la question algérienne. Avant d'en venir au vote des pouvoirs spéciaux, le PCF a toléré l'interdiction de l'Étoile nord-africaine en 1937 et les poursuites contre les militants nationalistes. Participant au gouvernement en 1945, le PCF partage la responsabilité des massacres du Constantinois. Il traitait à l'époque les militants algériens de fascistes et certains membres du parti participèrent aux milices des colons qui faisaient la chasse à l'Arabe. Faut-il s'étonner qu'au terme de ce passif de vingt ans un trouble existe dans la classe ouvrière?

Par lutte anti-impérialiste nous entendons, fidèles à l'esprit de Lénine, le soutien inconditionnel du combat libérateur des peuples opprimés en vue de concourir à la victoire de leur juste cause au dépens de l'impérialiste. La recherche du compromis posée comme principe, d'une solution à mi-chemin ménageant les intérêts capitalistes, n'a rien de commun avec la lutte anti-impérialiste qui ne peut être qu'une lutte prolétarienne et révolutionnaire. En s'éloignant de ces principes, le PCF a frayé la voie au chauvinisme et a rendu impossible tout combat conséquent et efficace du prolétariat contre la guerre d'Algérie. C'est délibérément que la direction du PCF a choisi son cours néo-colonialiste d'Union Française dans la mesure où elle ne veut pas engager la bataille révolutionnaire contre l'État bourgeois.

Le plus souvent on avance des arguments d'ordre tactique pour justifier ce recul politique: il ne faut pas effaroucher la petite bourgeoisie, il faut entraîner les couches les plus larges. Il faut également ménager les étapes et ne pas se refuser à tout compromis. Ces arguments sont fallacieux. Sous prétexte d'entraîner tout le monde, on renonce à une véritable alliance avec le peuple algérien, on faillit au devoir de solidarité élémentaire. La politique du PCF tend en fait de mettre en avant une politique bourgeoise « plus intelligente », à faire valoir aux capitalistes les avantages qu'ils retireraient d'un système politique plus souple. L'objectif n'est plus de vaincre la bourgeoisie par la lutte commune du prolétariat et des peuples opprimés.

Le prolétariat ne peut combattre pour des objectifs qui lui sont étrangers en renonçant à ses buts de classe. La classe ouvrière n'entraînera pas la petite bourgeoisie en épousant les intérêts impérialistes mais en menant hardiment le combat pour la transformation de la société. Il n'y aura pas de statut algérien raisonnable empreint de justice sous ce régime parce qu'il ne peut y en avoir. L'impérialisme ne lâche que ce qu'il est contraint de concéder par le rapport de force. Nul ne songe à s'insurger contre tout compromis. C'est l'affaire du peuple algérien de juger à quelles conditions il peut accepter l'arrêt des hostilités selon ses possibilités du moment. Le devoir du prolétariat français est de rendre le rapport de force aussi favorable que possible en faveur de ses frères algériens afin que le compromis — si compromis il y a — se réalise aux meilleures conditions pour la révolution algérienne.

Ce rappel des principes nous éloigne-t-il du sujet le plus pressant qui est d'intensifier la campagne contre la sale guerre, d'arrêter le bras du bourreau? Nous ne le pensons pas. La relance si nécessaire de cette campagne passe par un effort de clarification qui doit aboutir à chasser tout relent d'esprit colonialiste parmi les travailleurs. La campagne doit être remise sur ses rails anti-impérialistes pour devenir efficace et gagner en ampleur.

Les fonctionnaires poursuivent la lutte

Le mécontentement des petites catégories de fonctionnaires qui avait été enregistré le 25 janvier lors de la manifestation dans la cour du Palais-Royal ne cessa de s'amplifier la semaine suivante, car les organisations syndicales ne purent rien obtenir du gouvernement.

Aussi le 11 février, les Fédérations CGT et CFTC demandèrent à leurs adhérents de cesser le travail ou d'aller en délégation au Ministère des Finances où se tenait la réunion du Conseil Supérieur de la Fonction Publique pour approuver le décret des catégories C et D. La pression fut telle qu'une manifestation eut lieu vers 5 h., place du Palais-Royal. Pour la première fois depuis bien des années, on vit beaucoup de fonctionnaires au coude à coude, cégétistes, adhérents de la CFTC ou de FO et on y vit aussi pas mal de CRS et de policiers. Quelques accrochages eurent lieu.

Le gouvernement obtint l'approbation du décret. Seuls les délégués de la CGT et de la CFTC s'opposèrent aux décisions du gouvernement. Les

délégués FO et Autonomes de l'Éducation Nationale décidèrent de s'abstenir au vote.

À la suite de cette prise de position par la Fédération FO, des assemblées unitaires eurent lieu dans bien des services. Les dirigeants FO durent subir la réprobation du personnel; des adhérents de base critiquèrent ouvertement la politique réactionnaire du gouvernement socialiste.

Il y eut des arrêts de travail, tant à Paris qu'en province. Aux Affaires Économiques, depuis, le personnel cesse régulièrement le travail plusieurs heures par jour; les mécanographes des statistiques travaillent une heure sur deux. En Assemblée générale, on décida un Comité d'entente des petites catégories. Celui-ci lança un appel aux autres administrations et deux réunions se tinrent, représentant une vingtaine d'entre elles. Un tract fut tiré à vingt mille exemplaires et distribué sur la région parisienne. Cependant la pression exercée par la Confédération FO empêcha beaucoup de militants d'y

Echec de la coexistence pacifique

(Suite de la première page)

et simple, cette « doctrine » n'a pas trop de chances de triompher. La seule puissance, en fin de compte, qui se soit trouvée aux côtés de ces peuples lors de l'attaque impérialiste de novembre dernier, a été l'URSS. Le péril qu'ils ont alors ressenti n'était pas le « péril communiste » mais le péril impérialiste, et malgré ses réticences, l'impérialisme américain était bien, en définitive, du côté de ses turbulents alliés! L'offensive américaine, sur ce plan, est partie du mauvais pied. Mais sa force ne réside pas principalement dans l'argumentation. Sa force, c'est la force du dollar et de la grosse industrie américaine vis-à-vis de ces pays elle suffisante pour permettre aux sous-développés. Cette force serait-elle suffisante pour permettre aux USA de reconquérir le terrain perdu?

Pour l'instant, chacun des grands antagonistes se livre à une lutte serrée, non seulement à l'ONU mais auprès des différents États arabes. L'URSS en Syrie, les USA en Irak, tentent de poser de sûrs jalons. Quelles sont leurs chances respectives?

Les promesses et les réalisations mêmes que peuvent faire les Américains vis-à-vis du roi Séoud et autres chefs de gouvernements arabes — Nasser y compris — pourront-elles maintenir dans l'orbite de l'impérialisme occidental ces contrées où progressent à pas de géant, en particulier depuis la nationalisation du canal, les forces de la révolution anti-impérialiste? Même si les chefs de gouvernements auxquels s'adresse la « doctrine Eisenhower » sont enclins, pour recevoir des subsides importants, à se laisser convaincre, ils ne sont pas maîtres des forces populaires immenses sur lesquelles ils sont tout de même obligés de s'appuyer. Et le voudraient-ils qu'ils ne pourraient stopper le grand courant d'émancipation qui draine leurs peuples vers Bandoeng et à lamentablement fait échouer Bagdad.

La diplomatie de l'URSS (appuyée elle aussi dans une mesure non négligeable sur des possibilités d'aide économique appréciables à ces pays) trouve dans ce courant une base infiniment plus soli-

de à la longue que toute la puissance de l'impérialisme américain. Encore serait-il nécessaire qu'elle prenne consciemment appui sur lui, en comprenant qu'il ne s'agit pas là de cette fameuse « compétition pacifique » des deux systèmes où comme dans un match sportif le plus faible, après sa défaite serre la main de son vainqueur. Il s'agit en réalité là des bases mêmes de l'impérialisme que celui-ci ne peut tolérer voir lui échapper. Ce n'est pas d'une « coexistence pacifique » qu'il s'agit, mais d'une lutte à mort entre les deux systèmes. Et pour vaincre dans cette lutte, le camp anti-impérialiste doit appuyer résolument le profond courant populaire, qui par delà même les problèmes d'émancipation nationale pose ceux de l'émancipation sociale. C'est cette réalité qui constitue la grande puissance des forces anti-impérialistes. Et la stupide théorie stalinienne de la « coexistence pacifique » invite au contraire à négliger cette force pour ne mener la lutte que sur un plan diplomatique et économique vite dépassé dès que le heurt des intérêts en présence atteint le degré d'acuité qu'il a atteint pour Suez et qu'il retrouvera à chaque nouveau pas inévitable de l'émancipation de tel ou tel pays de Moyen-Orient.

Cependant, même en l'absence actuelle de ce facteur d'importance extrême que représente une politique révolutionnaire consciente, basée sur les forces réelles en présence, le mouvement irrésistible, commencé par la victoire de la révolution chinoise se poursuit d'étape en étape depuis l'Extrême-Orient jusqu'en Afrique. C'est contre lui, en définitive, que se briseront les tentatives les plus résolues de l'impérialisme pour maintenir son influence sur le Moyen-Orient. Mais ceci se fera d'autant plus vite et à moins de frais que se dégagera un courant révolutionnaire international qui abandonne toutes les tentatives de concilier l'inconciliable — la marche en avant des classes et des peuples opprimés et la subsistance de classes et États oppresseurs — et mène le combat résolu pour la victoire de la révolution coloniale et prolétarienne dans le monde.

assister. Celle-ci d'ailleurs à la suite du mécontentement de la base dut réunir sa Commission exécutive. Beaucoup de Syndicats furent représentés, une centaine, alors qu'elle n'en comptait que quarante à peine habituellement. Elle dut enregistrer le mécontentement et l'inquiétude des délégués. Certains d'entre eux émirent l'idée d'une unité d'action dans certaines actions avec les cégétistes. On les attaqua violemment, les traitant de « vendus à la CGT » et la minorité dut s'incliner sur le vote d'une résolution.

Cependant, le mécontentement qui se traduit surtout chez les petites catégories a dû être enregistré par d'autres corporations ou services semi-publics. Pour le mercredi 20, une grève de 24 heures est décidée chez les postiers à l'appel de la CGT, de la CFTC et des autonomes. Le même jour les services publics et de santé manifestent à 10 h. sur la Place de l'Hôtel-de-Ville. L'effervescence gagne les gaziers et les électriciens.

Nous verrons dans les jours à venir si la pression de la base parviendra à forcer les organisations à s'entendre sur des revendications communes pour une lutte d'ensemble.